

SUD-KIVU

LA DEMOBILISATION DES EX-COMBATTANTS SE MET EN PLACE

(Institut Panos Paris / Syfia Grands Lacs) Pour former la nouvelle armée nationale de la RD Congo, de vastes opérations de démobilisation ont été amorcées au sein de différentes forces combattantes, ex-belligérants d'hier. Le processus, lent et difficile à mettre en place, devrait créer un meilleur climat pour la tenue des élections futures...

A Kabare à 17 km de la ville de Bukavu, capitale du Sud-Kivu à l'est de la RD Congo, s'élèvent les ruines d'une ancienne prison. Cette geôle de haute sécurité construite dans les années 50 était réservée aux criminels dangereux. Aujourd'hui, elle est en train d'être transformée en centre d'orientation pour les militaires démobilisés, avant leur retour à la vie civile.

Financés par le gouvernement congolais, les travaux de réhabilitation s'accroissent et le centre devrait rapidement accueillir ses premiers pensionnaires les mois qui viennent. L'immense bâtisse centrale de la prison abritera les bureaux administratifs et d'appui à la Conader (Commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion). Une dizaine de maisons sont en travaux ; des ouvriers s'activent pour remplacer les portes, fenêtres, toitures, rafraîchir les murs et réhabiliter les installations électriques et la plomberie... Des tentes seront aménagées pour accueillir les enfants soldats. Le centre devrait abriter environ 800 hommes.

"Ce centre d'orientation sera très rapidement opérationnel dès que le mobilier et autres équipements seront réceptionnés à Bukavu", indique le coordonnateur provincial de la Conader au Sud-Kivu, M. Nkiere Mbo Wassa. Les militaires désarmés y séjourneront pendant quatre jours, ceux qui auront opté pour le retour à la vie civile cinq.

Le processus DDR (démobilisation, désarmement et réinsertion) se met ainsi lentement mais sûrement en place dans cette province du Sud-Kivu. Il devrait concerner quelque 100 000 combattants pour toutes les forces et groupes armés opérant en RD Congo. Le processus devrait ramener la taille de l'armée congolaise à plus ou moins 200 000 hommes, les effectifs actuels toutes forces confondues étant estimés à 330 000 combattants.

Priorités aux ex-enfants soldats

Dans le Sud-Kivu, ce programme n'en est qu'à ses débuts pour les adultes. Par contre, la démobilisation des enfants soldats est déjà sur les rails. Au total 30 000 enfants soldats se battraient encore dans les rangs des différents groupes et forces armées en RD Congo. Plusieurs Ong locales et internationales se sont engagées depuis quelques années à les sortir de là. Pour le coordonnateur national de la Coalition pour mettre fin à l'utilisation des enfants soldats, Murabazi Namegabe, "*la démobilisation des enfants n'est pas conditionnelle et ne va pas de pair avec celle des adultes*".

La 10^e région militaire, qui procède au Sud-Kivu au désarmement des combattants avant leur démobilisation, s'est également impliquée dans ce processus, à travers sa cellule DDR. Son commandant, le général Budja Mabe, a demandé aux officiers sous son autorité de ne plus recruter les enfants soldats et de ne pas réenrôler ceux qui ont été déjà démobilisés. "*Nous avons à ce jour*

signé 2 119 attestations de démobilisation au profit des enfants soldats", affirme le capitaine Olivier Mpangu, commandant de la cellule DDR au sein de la 10^e région militaire. Ruffin Luliba, un ex-enfant soldat qui s'est investi dans la campagne de sensibilisation pour inciter les enfants soldats à quitter l'armée et les milices, dit disposer de données pour 1 500 enfants démobilisés dans le Sud-Kivu, dont 600 dans la ville de Bukavu (voir encadré).

Une fois démobilisés, les enfants sont confiés à des structures locales d'encadrement. Il en existe plusieurs dans cette province où le mouvement associatif est très bien implanté. Certaines bénéficient de l'appui des organismes du système des Nations unies comme l'Unicef, le PAM ou encore le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Des Ong internationales interviennent également sur le terrain. Mais leur action fait parfois l'objet de critiques. "*Ces Ong devraient se limiter au rôle de bailleurs et laisser le travail de démobilisation aux structures locales*", estime le président intérimaire de la Société civile du Sud-Kivu, Emmanuel Rugarabura. "*C'est devenu du business pour elles*." Environ 200 millions de dollars ont été accordés par la communauté internationale pour la réalisation du DDR en RD Congo.

Pas facile pour les adultes

La Conader, qui s'occupe essentiellement de la démobilisation des adultes, travaille en accord avec la Structure militaire d'intégration (SMI). Selon le commandant Olivier, les soldats qui choisissent de rester dans l'armée sont dirigés vers des centres de brassage, tandis que ceux qui préfèrent la quitter sont pris en charge par la Conader dans un site de transit.

Les démobilisés reçoivent une assistance matérielle pour leur réinsertion au sein de leur communauté : soit un kit de sortie et 110 dollars (60 pour le transport et 50 pour leur subsistance). Encadrés pendant au moins une année par la Conader pour les activités qu'ils auront choisies, ils bénéficieront chacun d'une allocation mensuelle de 25 \$ US. Pour réaliser leurs projets, ils recevront une assistance financière dont la hauteur n'a pas été précisée. "*La Conader ne remet pas directement l'argent liquide aux soldats démobilisés à cause d'une expérience de mauvaise gestion...*", explique le coordonnateur de la structure.

Avec l'aide des organismes partenaires à la Conader, une très brève formation pratique à un métier est assurée aux démobilisés pour faciliter leur insertion sociale. Cette action sera soutenue par un appui matériel qui leur servira de fonds de démarrage.

Aujourd'hui, il est difficile de dire avec exactitude combien de combattants ont choisi le retour à la vie civile. Selon le coordonnateur de la Conader pour le Sud-Kivu, 68 candidats à la démobilisation se trouvent dans un site de transit à Kitona et 156 à Moanda au Bas-Congo. Un autre groupe se trouve à Kamina dans la province du Katanga. 47 démobilisés dont 18 dépendants sont arrivés à Bukavu en provenance du centre de démobilisation de Kitona. Ils seront reçus au centre d'orientation de Kabare en attendant un nouveau départ dans la vie.

Juvénal Mazina (ABP/Burundi)
Franck Baku (La Référence Plus/ RDC)
Fortunat Shimba (ACP/RDC)
Patrick Kambale (Ubumwe/Rwanda)
Albert Twizeyimana (Umuseke/Rwanda)

Ruffin Luliba : l'histoire émouvante d'un ex-enfant soldat

Ruffin Luliba a aujourd'hui vingt ans. Il est élève en 4^{ème} année secondaire. Ce garçon, apparemment semblable à tous ceux de son âge, a pourtant vécu une histoire exceptionnelle. Il a en effet passé, à son corps défendant, près de six ans dans l'armée. Son histoire est émouvante. En 1995, alors qu'un sponsor qui encadre l'équipe de football de son quartier à Bukavu attire les jeunes joueurs en leur promettant des équipements sportifs, il se retrouve avec 13 autres enfants dans un camp d'entraînement militaire de Gabiro, au Rwanda. Il n'a que 11 ans. Là, il passe quatre mois de formation militaire et deux mois de conditionnement psychologique. "*L'arme qu'on va te donner c'est ta mère, ton père et ta femme. Il faut bien t'en servir pour libérer ton pays*", apprend-on aux jeunes recrues.

Dès octobre 1996 et malgré son jeune âge, Ruffin participe à la campagne militaire de l'AFDL, l'alliance politico-militaire pilotée par Laurent-Désiré Kabila avec l'appui des Rwandais et des Ougandais. Sous la conduite de James Kabarebe, il est au front pour "*libérer*" Bukavu, Uvira, Fizi, Force Bendera, Nyunzu, Lubumbashi. Le 17 mai 1997, il participe à la chute de Kinshasa. Par la suite il sera incorporé dans la garde de Laurent-Désiré Kabila. Un an plus tard, il est muté à Bukavu pour

assurer la protection de la résidence de l'ancien président. La guerre de 1998 le trouve dans cette ville où il est récupéré par le RCD, la nouvelle rébellion. Il assure alors la garde rapprochée du gouverneur Kantitima pendant près de trois ans. Il ne sera démobilisé qu'en 2000.

Là commencent les difficultés. Ruffin, qui a été au front durant des années, doit reprendre ses études, interrompues depuis plus de 5 ans, au niveau de la 6^{ème} année primaire. Comme tous les autres élèves, le jeune homme démobilisé doit porter une culotte courte. Il n'est pas à l'aise. A 16 ans, il est trop grand ou plutôt trop vieux pour être à l'école primaire. Qu'y faire ? Il est complexé, mais bénéficie des encouragements de sa mère et du directeur de l'école. Ce dernier n'a pas hésité à parler aux autres écoliers de cet enfant ex-soldat. Malgré les quolibets de ses camarades de classe, il tient bon car un Malgache, ancien directeur de l'Unicef à Bukavu, paie ses études. Les années sont passées et Ruffin est aujourd'hui fier de lui. *"Le peu de français que je parle, c'est grâce aux études"*, lance-t-il.

Pas très grand de taille mais un peu baraqué, cheveux ras... Il est une vedette à Bukavu où il ne passe pas inaperçu. Dans la rue, des jeunes et des moins jeunes le saluent très respectueusement. Il est également très connu pour l'action qu'il mène pour la sensibilisation des enfants encore présents dans l'armée. Ingele Ifoto, l'ancien ministre congolais des Affaires sociales l'a même nommé, en 2003, président des enfants soldats démobilisés.

Ruffin se montre très critique vis-à-vis de l'action de démobilisation qu'il juge trop lente et inefficace. *"Les enfants démobilisés sont abandonnés. Ils n'ont parfois pas de quoi payer leurs études. Il y en a même qui viennent solliciter mon concours pour payer leurs frais d'études"*, raconte-t-il, amer. Il affirme connaître au moins 1 500 enfants ex-soldats dans le Sud-Kivu et se dit capable d'en mobiliser 600 dans la seule ville de Bukavu.

Contrairement à un enfant démobilisé qui, lui, est rentré dans l'armée faute de moyens pour terminer son apprentissage de la mécanique, Ruffin a désormais des ambitions politiques. Pour lui, l'armée, c'est du passé. *"Après mes études, je voudrais faire quelque chose pour mon pays sur le plan politique. Mais pas dans l'armée. J'ai vraiment le souci pour mon pays"*, conclut le jeune homme, qui collabore avec le Centre Lokole/Search for Common Ground. Là, il s'adonne au travail de "jeune reporter". Il a définitivement troqué le fusil contre le stylo et le micro.

Franck Baku

Leur hobby : apprendre un métier aux ex-enfants soldats

Un bâtiment en dur, quatre en bois et un hangar servant d'atelier de menuiserie, le tout enserré dans une clôture en bois. Ce sont les installations du Centre d'orientation du SACD (*Solidarity Action for Children in Distress* ou Action solidaire pour les enfants en détresse), situé dans la commune de Kadutu sur les hauteurs de la ville de Bukavu. 337 enfants ex-soldats, enfants non accompagnés, enfants de la rue ou accusés de sorcellerie et rejetés par leurs parents y séjournent actuellement. Les filles sont les plus nombreuses (70 %).

A part l'alphabétisation, les enfants encadrés par un personnel dévoué apprennent la coupe et la couture pour les filles, la menuiserie ou la mécanique-auto pour les garçons. Le centre ne fait aucune distinction entre enfants ex-soldats Mai-maï, milices Mudundu 40, RCD/Goma ou forces gouvernementales. Tous sont traités sur un même pied d'égalité. Hier ennemis jurés, ils forment aujourd'hui une même famille.

Le centre SACD se flatte de ce qu'est devenu le tout premier enfant soldat démobilisé : il a obtenu son diplôme d'Etat des humanités pédagogiques. *"Il est le fruit de nos efforts"*, indique M. Malamu Elson, coordonnateur du centre. *"Nous l'avons retenu comme animateur pour encadrer ses petits frères"*. Il se félicite aussi qu'une douzaine d'enfants ex-combattants aient réussi à la fois leur certificat en mécanique automobile et le permis de conduire. *"Mieux vaut chômer avec son certificat d'aptitude professionnelle que vivre sous la pression du front militaire"*, confie un lauréat mécanicien, ex-enfant soldat qui préfère entre deux maux choisir le moindre.

La joie de retrouver les enfants perdus

Même ambiance au centre d'orientation et de transit du Bureau pour le Volontariat au service de l'Enfance et de la Santé (BVES), situé dans la commune d'Ibanda. Il vient de recevoir une douzaine d'enfants démobilisés venus de Moanda au Bas-Congo, qui ont rejoint une vingtaine d'autres. Depuis 2002, ce centre a accueilli 757 enfants ex-soldats dont 96 filles. Des Burundais, des Rwandais et un Ougandais y sont aussi passés. L'âge des enfants varie entre 12 et 17 ans. Il y a là ceux qui ont combattu dans les rangs du RCD et des Mai-Maï.

Tous sont encadrés par un groupe de volontaires multidisciplinaires : des médecins, des juristes, des psychologues, des sociologues, des assistants sociaux. "*Ici, c'est le test de la réinsertion*", explique Murabazi Namegabe, coordonnateur du BVES. Les familles saluent les efforts de démobilisation de ces enfants. "*Ça nous permet de retrouver nos enfants longtemps perdus*", déclare une dame affligée par la dégradation de leur état de santé et d'éducation. "*En récupérant leurs enfants, les parents pourront les redresser et les rééduquer eux-mêmes*", espère-t-elle.

Juvénal Mazina (ABP/Burundi)
Franck Baku (La Référence Plus/ RDC)
Fortunat Shimba (ACP/RDC)
Patrick Kambale (Ubumwe/Rwanda)
Albert Twizeyimana (Umuseke/Rwanda)